

Onverminderd artikel 514/1 bevat het buitengewone subsidieaanvraagdossier in één exemplaar:

- 1° een aanvraag, opgesteld via het formulier vastgelegd door de Minister van Erfgoed, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst;
- 2° de juiste omschrijving van de werken van het aanhangsel;
- 3° een afschrift van de facturen van de begunstigde onderneming;
- 4° de stukken waaruit de overzending van de aanhangsels en de vorderingsstaten in de zin van artikel 514/18, lid 4, blijkt;
- 5° een verslag van de projectontwerper over het niet te voorzien en onontbeerlijke karakter van de werken die tot een verhoging van de kosten aanleiding gaven.

De artikelen 514/13 en 514/20 zijn eveneens van toepassing.

De hoogte van de bijkomende kosten die in overweging worden genomen wordt beperkt tot 25 percent van de kostprijs van de bij de aanvankelijke opdracht in aanmerking genomen kosten.

Het buitengewone subsidiepercentage op het bedrag van de bijkomende werken bedraagt maximum 40 percent van de bijkomende kostprijs van de in aanmerking komende kosten in de zin van artikel 514/13 en lid 4, zonder het percentage van de basissubsidie te mogen overschrijden.

Het voorstel van buitengewoon subsidiebesluit wordt door de administratie aan de Minister voorgelegd zodra het gunstig advies van de Inspectie van Financiën is verkregen.

Het besluit tot toekenning van de buitengewone subsidie wordt aan de bouwheer medegedeeld.

Het besluit tot toekenning van de buitengewone subsidie wordt voor informatie gestuurd aan de gemeente, aan de provincie en aan de Commissie.

Het totaalbedrag van de subsidie wordt vereffend zodra de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie aan de bouwheer is verricht.”

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot subsidiëring van werken voor de instandhouding van beschermde monumenten wordt opgeheven.

Art. 3. Het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot subsidiëring van werken voor de instandhouding van beschermde monumenten blijft van toepassing op de subsidieaanvragen ingediend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit met betrekking tot de instandhoudingswerken waarvoor een erfgoedcertificaat in de zin van artikel 109 is verstrekt.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Erfgoed is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203506]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune relativement à l'hectare admissible aux aides agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, les articles 28, 30 et 38;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.29, D.31, D.61, § 2 et D.242;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue les 17 et 22 avril 2014 et approuvée le 2 mai 2014;

Vu l'avis n° 2014/000953 du 9 avril 2014 de la cellule autonome d'avis en développement durable;

Vu l'urgence motivée par le fait que suite aux conclusions définitives de l'audit surface de 2013 qui ont été transmises le 25 mars 2014, les dérogations d'inéligibilité accordées aux zones à statut particulier déclarées par les agriculteurs sous le code 613, ont été retirées dans le LPIS et donc du paiement pour les aides du 1^{er} pilier, avec pour conséquences, que ces parcelles agricoles n'ont pas fait l'objet des paiements des aides en octobre et décembre 2013;

Que ce sont les exploitations fortement engagées dans la gestion de surfaces naturelles qui sont le plus impactées par cette mesure;

Que le paiement de ces aides ne pourra se faire que lorsque les nouveaux critères d'admissibilité des surfaces déclarées auront été fixés;

Vu l'urgence également motivée par la nécessité de présenter les nouvelles règles d'admissibilité des surfaces agricoles au 1^{er} pilier de la PAC, qui se doivent d'être officialisées et connues sans ambiguïté par les agriculteurs pour la campagne 2014 et avant le 30 mai 2014, étant donné qu'au delà de cette date, le demandeur des aides n'a plus la possibilité de modifier sa déclaration de superficie rentrée à l'administration;

Vu l'urgence également motivée par la nécessité de permettre la légalité de l'introduction des déclarations de superficie par voie électronique qui ont été rentrées en 2014 par certains agriculteurs et de prévoir les dispositions qui encadrent ce mode de transmission;

Vu l'avis 56.242/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;

Considérant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Considérant le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Considérant le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Considérant le Règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Titre III du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Considérant le Règlement (CE) n° 1121/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide en faveur des agriculteurs prévus aux Titres IV et V dudit règlement;

Considérant le Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole;

Considérant le Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Considérant le Règlement n° 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil ainsi que les Règlements (UE) n° 1307/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est abrogé;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2°. « activité agricole » : activité définie à l'article 2, c), du Règlement n° 73/2009 et à l'article D.3., 1°, du Code wallon de l'Agriculture; »;

3° le 3° est abrogé;

4° le 8° est remplacé par ce qui suit : « 8°. « demande unique » : demande unique au sens de l'article D.3, 13° du Code wallon de l'Agriculture; »;

5° est inséré un 9°/1 rédigé comme suit : « 9°/1. « parcelle agricole » : surface continue de terre déclarée par un agriculteur sur laquelle une seule culture est cultivée. Dans le cas où une déclaration séparée d'utilisation concernant une surface faisant partie d'un groupe de cultures est requise, cette utilisation spécifique limite également la parcelle agricole; »;

6° le 17° est remplacé par ce qui suit : « 17°. « hectare admissible » : hectare admissible au sens de l'article 34, § 2, du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003; »;

7° le 20° est abrogé;

8° le 21° est abrogé.

Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre VI, l'article 9, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007, l'article 10, l'article 11, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2007, l'article 12 et l'article 13, sont remplacés par ce qui suit :

« CHAPITRE VI. — La demande unique

Art. 9. Conformément à l'article D.30, § 1^{er}, du Code wallon de l'Agriculture, le modèle du formulaire de demande unique, intitulé « déclaration de superficie et demande d'aides » est déterminé chaque année par l'organisme payeur.

Art. 10. § 1^{er}. L'agriculteur demandeur d'aide remplit et transmet, chaque année, la demande unique reçue dans les formes et délais définis en vertu de l'article D.31 du Code wallon de l'Agriculture.

En application de l'article D.29 du Code wallon de l'Agriculture, les agriculteurs qui ne demandent pas d'aides ne transmettent pas de demande unique.

§ 2. Le Ministre définit les régimes pour lesquels la demande d'aide est effectuée via la demande unique.

Art. 11. La demande unique est remplie et renvoyée, soit sous format papier, soit par voie électronique, conformément à l'article D.61, § 2, du Code wallon de l'Agriculture, sur le portail de l'agriculture en Wallonie.

La demande unique électronique mise à disposition par l'organisme payeur, remplie et transmise conformément aux indications qui y figurent, est assimilée à une déclaration certifiée exacte, datée et signée conformément à l'article D.62, § 2, du Code wallon de l'Agriculture.

Art 12. § 1^{er}. Le Ministre détermine la date pour laquelle la demande unique remplie dans les formes et délais définis en vertu de l'article D.30, § 3, du Code wallon de l'Agriculture, parvient à l'organisme payeur.

§ 2. Le Ministre détermine la date pour laquelle la demande unique électronique est remplie et transmise par le demandeur.

§ 3. Le demandeur qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration, en réclame un, conformément à l'article D.31 du Code wallon de l'Agriculture.

Cette obligation n'est pas applicable aux demandeurs ou aux agriculteurs dispensés de l'obligation de déclaration en vertu de l'article D.29. du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 13. § 1^{er}. Sauf en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles définies à l'article 31 du Règlement n° 73/2009, l'envoi ou le dépôt de la demande unique après la date limite fixée en vertu de l'article 12, §§ 1^{er} et 2, entraîne une réduction de 1 % par jour ouvrable du montant auquel l'agriculteur aurait eu droit si la demande avait été déposée dans le délai imparti.

Lorsque le retard est de plus de vingt-cinq jours calendrier, la demande unique est considérée comme irrecevable et aucun paiement n'est alloué à l'agriculteur.

Ces principes s'appliquent également aux documents, contrats ou déclarations complémentaires qui sont transmis à l'administration si ceux-ci sont constitutifs de l'éligibilité de l'aide en question. Dans ce cas, la réduction est appliquée au montant payable au titre de l'aide concernée.

Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles visés au premier alinéa et les preuves y relatives sont notifiés à l'administration, par écrit, dans un délai de dix jours ouvrables à partir du jour où l'agriculteur est en mesure de le faire.

§ 2. Toute modification éventuelle relative à l'utilisation ou au régime de soutien direct concernant des parcelles agricoles déjà déclarées ou tout ajout de parcelles agricoles non encore déclarées, est communiqué, soit par écrit au service visé à l'article D.31 du Code wallon de l'agriculture, soit sur le site internet visé à l'article 11. Cette communication est déposée au plus tard le 31 mai de l'année considérée.

Les modifications ou ajouts ne sont recevables que jusqu'à la date limite de recevabilité de la demande unique visée au premier paragraphe deuxième alinéa. Lorsque cette date limite de recevabilité est antérieure ou correspond au 31 mai de l'année considérée, les modifications ou ajouts sont considérés comme irrecevables au-delà du 31 mai de l'année considérée.

Outre ce qui est prévu aux alinéas 1^{er} et 2, toute modification ou tout ajout ayant pour effet d'augmenter une ou plusieurs des aides peut être pris en considération pour le calcul de ces aides pour autant que les exigences prévues par les régimes d'aide concernés soient respectés.

Une demande unique peut être retirée en tout ou en partie à tout moment. Les retraits effectués placent le demandeur dans la position où il se trouvait avant d'introduire la demande unique ou la partie de demande unique en question.

Toutefois, lorsque l'organisme payeur a déjà informé l'agriculteur des irrégularités que comporte la demande unique ou lorsqu'elle l'a averti de son intention de procéder à un contrôle sur place et que ce contrôle révèle des irrégularités, les modifications et ajouts ne sont pas autorisés pour les parcelles agricoles concernées par ces irrégularités et les retraits ne sont pas autorisés pour les parties de la demande unique concernées par ces irrégularités. »

Art. 2. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007, est abrogé.

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VII/1, comportant les articles 15/1 et 15/2 rédigés comme suit :

« Chapitre VII/1. — Les surfaces essentiellement utilisées à des fins agricoles et les surfaces non agricoles

Art. 15/1. § 1^{er}. En application de l'article 9 du Règlement n° 1120/2009, alinéa 2, une surface agricole d'une exploitation qui est utilisée pour des activités autres qu'agricoles est considérée être utilisée essentiellement à des fins agricoles si l'agriculteur a obtenu l'autorisation de réaliser l'activité non-agricole sur cette surface.

Une autorisation ne peut être octroyée que si l'activité agricole n'est pas sensiblement gênée par l'intensité, la nature, la durée et le calendrier des activités non agricoles.

§ 2. Les conditions générales suivantes conditionnent l'octroi de toute autorisation d'utilisation non-agricole des surfaces agricoles :

1° les obligations, exigences et normes relatives à la conditionnalité et spécialement les bonnes conditions agricoles et environnementales sont respectées;

2° la valeur agronomique des surfaces agricoles ne peut pas être affectée, à court, à moyen ou à long terme, par l'utilisation non-agricole qui en est faite;

3° l'activité non agricole a un caractère exceptionnel, est limitée dans le temps et se déroule à des dates précises connues de l'organisme payeur via une demande d'autorisation;

4° la parcelle agricole concernée ne fait pas l'objet d'une mise en garde, d'un avertissement ou d'un avis défavorable, visant à protéger la zone concernée, ainsi que la flore ou la faune localisée par les autorités administratives compétentes de l'administration;

5° la parcelle concernée ne fait pas l'objet d'une mise en garde, d'un avis défavorable ou d'une injonction visant à préserver un site archéologique situé à proximité, par la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

En ce qui concerne les points 4° et 5°, le demandeur déclare sur l'honneur que les parcelles concernées ne tombent pas sous le coup de mises en garde, d'avertissements ou d'avis défavorables émanant des autorités compétentes.

§ 3. Le Ministre détermine la procédure en vue d'obtenir l'autorisation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ainsi que les conditions d'octroi de celle-ci.

Art. 15/2. Le Ministre définit la liste des surfaces utilisées à des fins non agricoles. »

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VII/2, comportant les articles 15/3, 15/4, 15/5 et 15/6 rédigés comme suit :

« Chapitre VII/2. — Les surfaces admissibles et inadmissibles au sein des surfaces agricoles

Art. 15/3. Au sein de la surface agricole, les surfaces occupées par les éléments suivants sont considérées comme des surfaces à couverture non-agricole. Ces surfaces sont déduites de la surface agricole :

1° les bâtiments et infrastructures agricoles de plus de 100 m²;

2° les chemins autres que ceux créés par le passage des animaux de plus de 2 mètres de largeur qui traversent de part en part la surface agricole ou les chemins qui disposent d'une assise;

3° les pierriers de plus de 100 m² de superficie;

4° les dépôts de produits agricoles de plus de 100 m² sur des installations en dur;

5° les dépôts de produits divers de plus de 100 m² pour autant qu'ils aient un impact sur l'activité agricole;

6° les surfaces faisant l'objet de terrassement ou de modifications sensible du relief du sol qui ont un impact sur l'activité agricole.

Aux fins du point 5°, le Ministre détermine la teneur du dépôt.

Art. 15/4. § 1^{er}. En application de l'article 34, § 3, du Règlement n° 1122/2009, les particularités topographiques suivantes sont intégrées dans la superficie totale de la parcelle agricole pour autant que la largeur des éléments linéaires n'excède pas deux mètres et que la surface des éléments surfaciques n'excède pas 100 m².

Sont considérés comme des particularités topographiques, les éléments suivants :

- 1° les fossés;
- 2° les murs;
- 3° les arbres isolés, en groupe ou en ligne;
- 4° les bordures de champs;
- 5° les cours d'eau;
- 6° les étangs permanents et les mares permanentes.

§ 2. En application de l'article 34, § 2, 3^ealinéa, du Règlement n° 1122/2009, la superficie occupée par des haies de moins de 10 mètres de largeur fait partie de la superficie totale utilisée.

Art. 15/5. § 1^{er}. Les surfaces occupées par les couvertures végétales suivantes situées au sein des parcelles agricoles ne sont pas admissibles si leur surface unitaire est supérieure à 100 m² :

- 1° les surfaces boisées;
- 2° les zones de broussailles telles que les zones couvertes d'arbustes, de buissons ligneux et les ronciers.

§ 2. En application de l'article 34, § 4, du Règlement n° 1122/2009, une parcelle agricole boisée est considérée comme une parcelle agricole aux fins du régime d'aide « surface » si la densité d'arbres y est inférieure à 50 arbres par hectare. Les surfaces utilisées comme cultures permanentes au sens de l'article 2, b), du Règlement n° 1120/2009 ne sont pas visées par cette disposition.

Art. 15/5. § 1^{er}. Dans les situations où les zones de broussailles, les arbres, les pierriers, sont présents à l'état dispersé dans la prairie permanente, un coefficient de réduction est appliqué en fonction de la surface non admissible. Ces parcelles sont déclarées dans la demande unique avec un code spécifique.

§ 2. Le Ministre détermine le coefficient de réduction visé au paragraphe 1^{er} en fonction des différents types de couverture de terre homogène. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mai 2014.

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203506]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik in Bezug auf den Hektar, der für Agrarbeihilfen beihilfefähig ist

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, Artikel 28, 30 und 38;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, Artikel D.4, D.29, D.31, D.61, § 2 und D.242;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der am 17. und 22. April 2014 erfolgten und am 2. Mai 2014 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 9. April 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000953 der autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet wird, dass die Abweichung von der Nichtförderfähigkeit, die für die von den Landwirten unter dem Code 613 angegebenen Gebiete mit besonderem Status gewährt worden war, im Anschluss an die am 25. März 2014 übermittelten endgültigen Schlussfolgerungen des Flächenaudits 2013 in dem LIPS (Land Parcel Identification System) nicht aufgenommen und somit nicht für die Zahlung der Beihilfen der ersten Säule berücksichtigt worden sind, was dazu geführt hat, dass für diese landwirtschaftlichen Parzellen im Oktober und Dezember 2013 keine Zahlungen erfolgt sind.

Dass es sich bei den Betrieben, die hauptsächlich von dieser Maßnahme betroffen sind, um jene handelt, die sich am stärksten im Rahmen der Verwaltung von Naturflächen engagieren;

Dass die Zahlung dieser Beihilfen erst erfolgen kann, nachdem neue Kriterien für die Zulässigkeit der angegebenen Flächen bestimmt worden sind;

In Erwägung der Dringlichkeit, die ebenfalls durch die Notwendigkeit begründet wird, neue Bestimmungen für die Zulässigkeit der landwirtschaftlichen Flächen der ersten Säule der GAP zu unterbreiten, welche für das Wirtschaftsjahr 2014 und vor dem 30. Mai 2014 förmlich geregelt und den Landwirten unmissverständlich bekannt sein müssen, da der Antragsteller nach diesem Datum keine Möglichkeit mehr hat, seine bei der Verwaltung eingereichte Flächenerklärung zu ändern;

In Erwägung der Dringlichkeit, die ebenfalls durch die Notwendigkeit begründet wird, die Gesetzmäßigkeit der auf elektronischen Wege übermittelten Flächenerklärungen, die manche Landwirte 2014 auf diesem Wege eingereicht haben, zu ermöglichen und Bestimmungen einzuführen, durch denen dieser Übermittlung ein Rahmen gegeben wird;

Aufgrund des am 7. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, 1, Absatz 1, 3° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.242/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006 und (EG) Nr. 378/2007 und der Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. Mai 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1120/2009 der Kommission vom 29. April 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß Titel III der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1121/2009 der Kommission vom 29. Oktober 2009 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance, der Modulation und des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der in dieser Verordnung vorgesehenen Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe sowie der Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance im Rahmen der für den Weinsektor vorgesehenen Stützungsregelung;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1310/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit bestimmten Übergangsvorschriften betreffend die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates betreffend die finanziellen Ressourcen und ihre Verteilung im Jahr 2014 sowie zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und der Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013, (EU) Nr. 1306/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich ihrer Anwendung im Jahr 2014;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 1° wird aufgehoben;

2° Punkt 2° wird durch das Folgende ersetzt: "2° "landwirtschaftliche Tätigkeit": die in Artikel 2, c) der Verordnung Nr. 73/2009 und Artikel D.3., 1° des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft definierte Tätigkeit;"

3° Punkt 3° wird aufgehoben;

4° Punkt 8° wird durch das Folgende ersetzt: "8°. "Sammelantrag": Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3, 13° des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft;"

5° ein Punkt 9°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "9°/1. 4° "landwirtschaftliche Parzelle": von einem Landwirt angegebene zusammenhängende Fläche auf der eine bestimmte Kultur angebaut wird. Muss die Nutzung einer Fläche innerhalb einer Kulturgruppe getrennt angegeben werden, so wird die landwirtschaftliche Parzelle durch diese besondere Nutzung weiter eingegrenzt;"

6° Punkt 17° wird durch das Folgende ersetzt: "17°. "beihilfefähiger Hektar": Beihilfefähiger Hektar im Sinne von Artikel 34, § 2 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006 und (EG) Nr. 378/2007 und der Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

7° Punkt 20° wird aufgehoben;

8° Punkt 21° wird aufgehoben;

In denselben Erlass wird der Titel von Kapitel VI, Artikel 9, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, Artikel 10, Artikel 11, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, Artikel 12 und Artikel 13, durch das Folgende ersetzt:

" KAPITEL VI — Der Sammelantrag

Art. 9 - Gemäß Artikel 30, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft legt die Zahlstelle jährlich das Muster des Formulars für den Sammelantrag fest, das den Titel "Flächenerklärung und Beihilfeantrag" trägt.

Art. 10 - § 1. Der Landwirt, der eine Beihilfe beantragt, hat jedes Jahr den erhaltenen Sammelantrag aufgrund von Artikel D.31 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft form- und fristgerecht auszufüllen und einzureichen.

In Anwendung von Artikel D. 29 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft übermitteln die Landwirte, die keine Beihilfen beantragen, keinen Sammelantrag.

§ 2. Der Minister legt die Beihilferegelungen fest, für die der Antrag auf eine Beihilfe über den Sammelantrag erfolgt.

Art. 11 - Der Sammelantrag wird ausgefüllt und entweder in Papierform oder gemäß Artikel D.61, § 2 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft in elektronischer Form über das Internetportal der Landwirtschaft in der Wallonie übermittelt.

Der von der Zahlstelle zur Verfügung gestellte elektronische Sammelantrag, der nach den in diesem Antrag angeführten Anweisungen ausgefüllt und übermittelt wird, wird gemäß Artikel D.62, § 2 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft einer für richtig bescheinigten, datierten und unterschriebenen Erklärung gleichgestellt.

Art. 12 - § 1. Der Minister legt das Datum fest, an dem der unter Beachtung der gemäß Artikel D.30, § 3 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft festgelegten Formen und Fristen ausgefüllte Sammelantrag bei der Zahlstelle eingehen muss.

§ 2. Der Minister legt das Datum fest, an dem der elektronische Sammelantrag von dem Antragsteller auszufüllen und zu übermitteln ist.

§ 3. Der Antragsteller, der kein Formular erhalten hat, fordert dieses gemäß Artikel D.31 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft an.

Diese Verpflichtung ist nicht anwendbar auf die Antragsteller oder die Landwirte, die gemäß Artikel D.29 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft davon befreit sind, eine Erklärung abzugeben.

Art. 13 - § 1. Außer in Fällen höherer Gewalt und außergewöhnlicher Umstände nach Artikel 31 der Verordnung Nr. 73/2009 verringern sich bei Übermittlung oder Hinterlegung des Sammelantrags nach Ablauf der in Artikel 12, § 1 und § 2 festgesetzten Frist die Beihilfebeträge, auf die der Landwirt im Fall rechtzeitiger Einreichung Anspruch gehabt hätte, um 1 % je Arbeitstag Verspätung.

Beträgt die Verspätung mehr als 25 Kalendertage, so ist der Sammelantrag als unzulässig anzusehen und dem Landwirt werden keine Zahlungsansprüche zugeteilt.

Diese Grundsätze sind ebenfalls anwendbar auf die ergänzenden Unterlagen, Verträge oder Erklärungen, die der Verwaltung übermittelt werden, sofern sie anspruchsbegründend für die Gewährung der betreffenden Beihilfe sind. In diesem Fall wird die Kürzung auf den betreffenden Beihilfebetrag angewandt.

Die in dem vorangeführten Absatz erwähnten Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände und die diesbezüglichen Belege müssen der Verwaltung schriftlich innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Tag, an dem der Landwirt in der Lage ist, dies zu tun, mitgeteilt werden.

§ 2. Jede eventuelle Änderung der Flächenerklärung bezüglich der Nutzung oder der Direktstützungsregelungen betreffend bereits angegebene landwirtschaftliche Parzellen oder jedes Hinzufügen von neuen, noch nicht angegebenen Parzellen, muss der in Artikel D.31 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft angeführten Dienststelle entweder schriftlich, oder über die in Artikel 11 angeführten Internetseiten mitgeteilt werden.

Diese Änderungen oder Ergänzungen sind nur bis zu dem für die Zulässigkeit des Sammelantrags nach Paragraph 1, Absatz 2 festgelegten äußersten Datum zulässig. Wenn dieses äußerste Zulässigkeitsdatum vor oder spätestens am 31. Mai des betreffenden Jahres liegt, werden die Änderungen oder Ergänzungen nach dem 31. Mai des betreffenden Jahres als unzulässig betrachtet.

Über die in den Absätzen 1 und 2 angeführten Bestimmungen hinaus kann jede Änderung oder Ergänzung, die die Erhöhung einer oder mehrerer Beihilfen bewirkt, für die Berechnung dieser Beihilfen berücksichtigt werden, insoweit die durch die betreffenden Beihilferegulungen vorgesehenen Anforderungen eingehalten werden.

Ein Sammelantrag kann zu jeder Zeit ganz oder teilweise zurückgezogen werden. Durch ein solches Zurückziehen wird der Antragsteller in die Lage versetzt, in der er sich vor dem Einreichen des Sammelantrags oder des Teils dieses Sammelantrags befand.

Wenn die Zahlstelle den Landwirt jedoch bereits über Unregelmäßigkeiten in seinem Sammelantrag informiert hat oder wenn sie ihn über ihre Absicht benachrichtigt hat, eine Kontrolle vor Ort durchzuführen, und sich aus dieser Kontrolle Unregelmäßigkeiten ergeben, werden die Änderungen und Ergänzungen für die von diesen Unregelmäßigkeiten betroffenen landwirtschaftlichen Parzellen nicht genehmigt, und das Zurückziehen wird nicht genehmigt für die Teile des Sammelantrags, die von diesen Unregelmäßigkeiten betroffen sind.

Art. 2 - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, wird aufgehoben.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein die Artikel 15/1 und 15/2 umfassendes Kapitel VII/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel VII/1 — Die hauptsächlich für eine landwirtschaftliche Tätigkeit genutzten Flächen und die nicht landwirtschaftlich genutzten Flächen

Art. 15/1 - § 1. In Anwendung von Artikel 9, Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 1120/2009 gilt jede landwirtschaftliche Fläche des Betriebs, die auch für nicht landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, als hauptsächlich für eine landwirtschaftliche Tätigkeit genutzte Fläche, wenn der Landwirt die Genehmigung erhalten hat, eine nicht landwirtschaftliche Tätigkeit auf dieser Fläche auszuüben.

Eine Genehmigung kann nur dann gewährt werden, wenn die landwirtschaftliche Tätigkeit ausgeübt werden kann, ohne durch die Intensität, Art, Dauer oder den Zeitpunkt der nicht landwirtschaftlichen Tätigkeit stark eingeschränkt zu sein.

§ 2. Die Gewährung einer Genehmigung für eine nicht landwirtschaftliche Nutzung von landwirtschaftlichen Flächen ist an die Beachtung der folgenden allgemeinen Bedingungen gebunden:

1° die Verpflichtungen Anforderungen und Normen der Cross-Compliance und insbesondere die des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands müssen eingehalten werden;

2° der agronomische Wert der landwirtschaftlichen Flächen darf weder kurz-, noch mittel- oder langfristig durch die nicht landwirtschaftliche Nutzung beeinträchtigt werden;

3° die nicht landwirtschaftliche Tätigkeit muss einen außerordentlichen Charakter haben, zeitlich begrenzt sein, und an genauen Daten stattfinden, die der Zahlstelle über einen Genehmigungsantrag mitgeteilt worden sind;

4° die betroffene landwirtschaftliche Parzelle darf nicht Gegenstand einer Warnung, einer Verwarnung oder eines ungünstigen Gutachtens über die zu schützende Zone sowie die örtliche Flora und/oder Fauna durch die zuständigen Behörden der Verwaltung sein;

5° Die betreffende Parzelle darf nicht Gegenstand einer Warnung, eines ungünstigen Gutachtens oder einer Anordnung zum Schutz einer nahe gelegenen archäologischen Stätte durch die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie sein.

Bezüglich der Punkte 4° und 5° erklärt der Antragsteller auf Ehrenwort, dass für die betreffenden Parzellen keine Warnungen, Verwarnungen oder ungünstige Gutachten von Seiten der zuständigen Behörden ergangen sind.

§ 3. Der Minister legt das Verfahren zum Erlangen der in Paragraph 1, Absatz 2 angeführten Genehmigung sowie deren Gewährungsbedingungen fest.

Art. 15/2 - Der Minister legt die Liste der Flächen fest, die für nicht landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt werden."

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein die Artikel 15/3, 15/4, 15,5 und 15/6 umfassendes Kapitel VII/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel VII/2 - Die beihilfefähigen und nicht beihilfefähigen Flächen innerhalb der landwirtschaftlichen Flächen

Art. 15/3 - Binnenhalb der landwirtschaftlichen Fläche gelten die Flächen mit den folgenden Bestandteilen als Flächen mit einer nicht landwirtschaftlichen Bodenbedeckung. Diese Flächen werden von der landwirtschaftlichen Fläche abgezogen:

- 1° die landwirtschaftlichen Gebäude und Infrastrukturen von mehr als 100 m²;
- 2° die Wege, die keine Tierpfade sind mit einer Breite von mehr als zwei Metern, die die landwirtschaftliche Fläche durchqueren oder die Wege, die einen Unterbau aufweisen;
- 3° die Geröllhalden mit einer Fläche von mehr als 100 m²;
- 4° die Lagerstätten für landwirtschaftliche Erzeugnisse auf festen Werkstoffen mit einer Fläche von mehr als 100 m²;
- 5° die Lagerstätten für sonstige Erzeugnisse mit einer Fläche von mehr als 100 m² insofern sie sich auf die landwirtschaftliche Tätigkeit auswirken;
- 6° die Flächen, die Gegenstand von Erdarbeiten oder einer umfangreichen Änderung des Bodenreliefs sind, die sie sich auf die landwirtschaftliche Tätigkeit auswirken;

In Bezug auf Punkt 5° legt der Minister den Inhalt der Lagerstätten fest.

Art. 15/4 - § 1. In Anwendung von Artikel 34, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 sind die folgenden Landschaftsmerkmale Teil der Gesamtfläche der landwirtschaftlichen Parzelle, unter der Bedingung, dass die linearen Bestandteile nicht breiter sind als zwei Meter und dass die Flächenbestandteile nicht größer als 100 m² sind.

Als Landschaftsmerkmale gelten die folgenden Bestandteile:

- 1° die Gräben;
- 2° die Mauern;
- 3° die alleinstehenden, in Gruppen oder in Reihen stehenden Bäume;
- 4° die Feldränder;
- 5° die Wasserläufe;
- 6° die Dauerteiche und -tümpel.

In Anwendung von Artikel 34, § 2, Absatz 3 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 ist die von Hecken mit einer Breite von weniger als zehn Metern eingenommene Fläche Teil der genutzten Gesamtfläche.

Art. 15/5 - § 1. Die Flächen mit der nachstehend angeführten Bodenbedeckung innerhalb der landwirtschaftlichen Parzellen sind nicht beihilfefähig, wenn ihre Einheitsfläche 100 m² übersteigt:

- 1° die bewaldeten Flächen;
- 2° das Unterholz, d.h. die mit Sträuchern, holzigen Büschen und Dornengestrüpp bedeckten Zonen.

In Anwendung von Artikel 34, § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 gilt eine mit Bäumen bestandene Parzelle als landwirtschaftliche Parzelle im Rahmen der flächenbezogenen Beihilferegelungen, sofern sie eine Baumdichte von weniger als 50 Bäumen pro Hektar aufweist. Die als Dauergrünland im Sinne von Artikel 2, b) der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 genutzten Flächen sind von dieser Bestimmung nicht betroffen.

Art. 15/5 - § 1. In Fällen, in denen das Unterholz, die Bäume und Geröllhalden in der Dauerwiese verstreut sind, wird ein Verringerungskoeffizient unter Berücksichtigung der nicht beihilfefähigen Fläche angewandt. Diese Parzellen werden in dem Sammelantrag mit einem spezifischen Code angegeben.

§ 2. Der Minister legt den in Paragraph 1 angeführten Verringerungskoeffizienten unter Berücksichtigung der verschiedenen Arten der homogenen Bodenbedeckung fest."

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 15. Mai 2014 in Kraft.

Art. 6 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203506]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, op de artikelen 28, 30 en 38;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.29, D.31, D.61, § 2, en D.242;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 17 en 22 april 2014 en goedgekeurd op 2 mei 2014;

Gelet op het advies nr. 2014/000953 van 9 april 2014 van de Autonome adviescel voor duurzame ontwikkeling;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat de afwijkingen toegestaan aan de door de landbouwers onder code 613 aangegeven gebieden met een bijzonder statuut die niet in aanmerking komend zijn, ten gevolge van de definitieve conclusies van de oppervlakte-audit van 2014, overgemaakt op 25 maart 2014, van het LPIS en dus van de betaling van steun van de eerste peiler geschrapt werden waardoor deze landbouwpercelen geen steun uitbetaald kregen in oktober en december 2013;

Overwegende dat de bedrijven die zich het meest hebben ingezet voor het beheer van natuuroppervlaktes het meest onder de invloed van die maatregel staan;

Overwegende dat de betaling van die steun enkel mogelijk zal zijn als er éénmaal nieuwe toelatingscriteria vastgesteld zijn voor de aangegeven oppervlaktes

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, eveneens ingegeven door de noodzaak om de nieuwe toelatingsregels voor landbouwoppervlaktes voor de stellen voor de eerste peiler van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, die officieel moeten worden gemaakt en in alle duidelijkheid gekend moeten zijn van de landbouwers voor het seizoen 2014, voor 30 mei 2014, daar de steunaanvrager na die datum zijn bij de administratie ingediende oppervlakte-aangifte niet meer mag wijzigen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, eveneens ingegeven door de noodzaak om het wettelijk karakter mogelijk te maken van de indiening van de in 2014 door sommige landbouwers elektronisch ingediende oppervlakte-aangiftes en in de bepalingen te voorzien die een verankering verlenen aan die wijze van aangifte;

Gelet op advies 56.242/4 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1120/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfsstoelageregeling waarin is voorzien bij titel III van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1121/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IV bis van die Verordening ingestelde steunregelingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze Verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

Gelet op Verordening (EG) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op Verordening (EU) nr.1310/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende bepaalde overgangsbepalingen inzake steun aan plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO), houdende wijziging van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft middelen en de verdeling ervan met betrekking tot 2014, houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad en de Verordeningen (EU) nr. 1307/2013, (EU) nr. 1306/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de toepassing ervan in 2014;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt opgeheven.

2° punt 2° wordt vervangen als volgt : « 2° « landbouwactiviteit » : « activiteit omschreven in artikel 2, c), van Verordening 73/2009 en in artikel D.3, 1^o, van het Waalse Landbouwwetboek »;

3° punt 3° wordt opgeheven.

4° punt 8° wordt vervangen als volgt : « 8°. « eenmalige aanvraag » : eenmalige aanvraag in de zin van artikel D.3, 13^o, van het Waalse Landbouwwetboek; »;

5° er wordt een 9°/1 ingevoegd, luidend als volgt : « 9/1°. « landbouwperceel » : ononderbroken aardoppervlakte, aangegeven door één landbouwer, aangewend voor één enkele teelt. In het geval waarin een gescheiden gebruiksaangifte is vereist voor een oppervlakte die deel uitmaakt van een teeltgroep, beperkt dat specifieke gebruik eveneens het landbouwperceel; »;

6° punt 17° wordt vervangen als volgt : « 17°. « toelaatbare hectare » : toelaatbare hectare in de zin van artikel 34, § 2, van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

7° punt 20° wordt opgeheven.

8° punt 21° wordt opgeheven.

In hetzelfde besluit, worden het opschrift van hoofdstuk VI, artikel 9, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007, artikel 10, artikel 11, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007, artikel 12 en artikel 13, vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VI. — Eenmalige aanvraag

Art. 9. Overeenkomstig artikel D.30, § 1, van het Waalse Landbouwwetboek wordt het model van de eenmalige aanvraag, met als opschrift "oppervlakte-aangifte en steunaanvraag", jaarlijks door het betaalorgaan bepaald.

Art. 10. § 1. De steunaanvragende landbouwer maakt jaarlijks een eenmalige aanvraag over volgens de vereiste vorm en binnen de termijnen bedoeld in artikel D.31 van het Waalse Landbouwwetboek.

Overeenkomstig artikel D.29 van het Waalse Landbouwwetboek dienen de landbouwers die geen steun aanvragen geen eenmalige aanvraag in.

§ 2. De Minister bepaalt de regelingen waarvoor de steunaanvraag via de eenmalige aanvraag wordt verricht.

Art. 11. De eenmalige aanvraag wordt ofwel op een papieren informatiedrager of via elektronische weg op het Waalse landbouwwebportaal ingevuld en verstuurd, overeenkomstig artikel D.61, § 2, van het Waalse Landbouwwetboek.

De eenmalige aanvraag die elektronisch beschikbaar wordt gesteld door het betaalorgaan en die overeenkomstig de daarin opgenomen aanwijzingen wordt ingevuld en teruggestuurd, wordt gelijkgesteld met een overeenkomstig artikel D.62, § 2, van het Waalse Landbouwwetboek voor echt verklaarde, gedagtekende en ondertekende aangifte.

Art. 12. § 1. De Minister bepaalt de datum waarop de eenmalige aanvraag volgens de vereiste vorm en binnen de termijnen bedoeld in artikel D.30 van het Waalse Landbouwwetboek uiterlijk bij het betaalorgaan moet toekomen.

§ 2. De Minister bepaalt de datum waarop de elektronische eenmalige aanvraag door de aanvrager uiterlijk ingevuld en ingediend moet worden.

§ 3. De aanvrager die geen aangifteformulier gekregen heeft moet er overeenkomstig artikel D.31 van het Waalse Landbouwwetboek één opvragen.

Die verplichting geldt niet voor aanvragers en landbouwers die krachtens artikel D.29 van het Waalse Landbouwwetboek vrijgesteld worden van de verplichting tot aangifte.

Art. 13. § 1. Behoudens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden omschreven in artikel 31 van Verordening nr. 73/2009 wordt bij verzending of indiening van de eenmalige aanvraag na de krachtens artikel 12, §§ 1 en 2, vastgelegde termijn een verlaging met 1 % per werkdag toegepast op het bedrag waarop de landbouwer recht zou hebben gehad als de aanvraag tijdig was ingediend.

Duurt de vertraging langer dan vijftientig kalenderdagen, dan wordt de eenmalige aanvraag onontvankelijk geacht en krijgt de landbouwer geen enkele betaling.

Die principes gelden eveneens voor de documenten, contracten of aanvullende aangiftes die aan het bestuur worden overgemaakt indien bedoelde stukken een wezenlijk onderdeel vormen om te oordelen over het in aanmerking komen voor bedoelde steun. In dat geval wordt de verlaging toegepast op het bedrag dat als betrokken steun betaalbaar is.

Gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden als bedoeld in het eerste lid moeten, samen met de bijhorende bewijzen, schriftelijk aan het bestuur worden gemeld binnen tien werkdagen na de dag vanaf welke dit voor de landbouwer mogelijk is.

§ 2. Elke eventuele wijziging betreffende het gebruik of de regeling inzake rechtstreekse steunverlening met betrekking tot de reeds aangegeven landbouwpercelen of elke toevoeging van nog niet aangegeven landbouwpercelen moet schriftelijk aan de Directie bedoeld in artikel D.31 van het Landbouwwetboek of op de website bedoeld in artikel 11 meegedeeld worden. Deze kennisgeving moet uiterlijk op 31 mei van betrokken jaar worden toegestuurd of ingediend.

Wijzigingen of toevoegingen zijn enkel ontvankelijk tot aan de uiterste datum van de ontvankelijkheid van de eenmalige aanvraag bedoeld in paragraaf één, tweede lid. Wanneer die uiterste datum van ontvankelijkheid voor 31 mei van het overwogen jaar valt of op die datum valt, worden die wijzigingen of toevoegingen als onontvankelijk beschouwd na 31 mei van het betrokken jaar.

Naast hetgeen is voorzien in de leden 1 en 2, kan elke wijziging of toevoeging die de toename van een of meerdere steungelden tot gevolg heeft, meeberekend worden in deze steungelden voor zover de voorwaarden van de betrokken steunregelingen worden nageleefd.

Een steunaanvraag kan te allen tijde geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken. Intrekking brengt de aanvrager in de positie waarin hij zich bevond voordat hij de betrokken eenmalige aanvraag of de betrokken gedeelten daarvan had ingediend.

Indien het betaalorgaan de landbouwer echter reeds in kennis heeft gesteld van onregelmatigheden in de steunaanvraag of indien zij hem heeft geïnformeerd over haar voornemen een controle ter plaatse te verrichten en indien die controle vervolgens onregelmatigheden aan het licht brengt, zijn de in het eerste lid bedoelde wijzigingen en toevoegingen van de landbouwpercelen waarop deze onregelmatigheden betrekking hebben niet toegestaan en is intrekking van de gedeelten van de steunaanvraag waarop die onregelmatigheden betrekking hebben, niet toegestaan."

Art. 2. Artikel 14 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007, wordt opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VII/1, bevattende de artikelen 15/1 en 15/2, ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk VII/1. — Oppervlaktes die hoofdzakelijk gebruikt worden voor landbouwdoeleinden en niet-landbouwooppervlaktes

Art. 15/1. § 1. Overeenkomstig artikel 9 van Verordening nr. 1120/2009, lid 2, wordt een landbouwooppervlakte van een bedrijf die gebruikt wordt voor andere dan landbouwactiviteiten geacht hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden gebruikt te worden als de landbouwer de toelating heeft gekregen om die niet-landbouwactiviteit op die oppervlakte uit te voeren.

Die toelating kan enkel verstrekt worden als de landbouwactiviteit niet gevoelig gehinderd wordt door de intensiteit, de aard, de duur en de kalender van de niet-landbouwactiviteiten.

Iedere toelating voor het niet-landbouwgebruik van landbouwoppervlaktes wordt aan volgende algemene voorwaarden verbonden:

1° de verplichtingen, vereisten en normen inzake de randvoorwaarden en meer bepaald de goede landbouw- en milieuocondities worden in acht genomen;

2° de agronomische waarde van de landbouwoppervlaktes mag op korte, middellange of lange termijn niet lijden onder de wijze van niet-landbouwgebruik van bedoelde oppervlaktes;

3° de niet-landbouwactiviteit heeft een uitzonderlijk karakter, is in de tijd beperkt en vindt plaats op precieze data die via een toelatingsaanvraag bij het betaalorgaan gekend zijn;

4° het betrokken landbouwperceel staat niet onder een waarschuwings-, verwittigings- of ongunstig-adviesregeling met het oog op de bescherming van bedoeld gebied, en van zijn flora of fauna;

5° het betrokken landbouwperceel staat niet onder een waarschuwings-, verwittigings- of ongunstig-adviesregeling met het oog op de bescherming van de dichtbijgelegen archeologische site vanwege het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Wat betreft de punten 4° en 5° verklaart de aanvrager op erewoord dat de betrokken percelen niet onder een waarschuwings-, verwittigings- of ongunstig-adviesregeling geplaatst werden door bevoegde overheden.

§ 3. De Minister bepaalt de procedure met het oog op het verkrijgen van de machtiging bedoeld in paragraaf 1, lid 2, evenals de toekenningsvoorwaarden ervan.

Art. 15/2. De Minister bepaalt de lijst van de voor niet-landbouwdoeleiden gebruikte oppervlaktes. ».

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VII/2, bevattende de artikelen 15/3, 15/4, 15/5 en 15/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk VII/2. — Oppervlaktes die in de landbouwoppervlaktes al dan niet in aanmerking komen

Art. 15/3. In de landbouwoppervlakte worden de oppervlaktes, ingenomen door volgende elementen, beschouwd als oppervlaktes met een niet-landbouwbedekking. Die oppervlaktes worden in mindering van de landbouwoppervlakte gebracht:

1° de landbouwgebouwen en -infrastructuren met een oppervlakte van meer dan 100 m²;

2° de andere wegen dan die, aangelegd voor de verspreiding van dieren, breder dan 2 meter, die de landbouwoppervlakte doorkruisen of de wegen met een grondslag;

3° de puinhellingen met een grotere oppervlakte dan 100 m²;

4° de opslagplaatsen voor landbouwproducten met een oppervlakte ingenomen door harde dekkingen van meer dan 100 m²;

5° de opslagplaatsen voor allerhande producten groter dan 100 m² voor zover ze een impact hebben op de landbouwactiviteit;

6° de oppervlaktes die grondwerken of gevoelige wijzigingen van het bodemreliëf ondergingen met een impact op de landbouwactiviteit.

Voor punt 5° bepaalt de Minister de inhoud van de opslagplaats.

Art. 15/4. § 1. Overeenkomstig artikel 34, § 3, van Verordening nr. 1122/2009 worden volgende bijzondere topografische kenmerken in de totaaloppervlakte van het landbouwperceel opgenomen voor zover de lintelementen niet meer dan twee meter breed zijn en de oppervlakte-elementen niet meer dan 100 m² bedragen.

Volgende elementen worden als bijzondere topografische kenmerken beschouwd :

1° de grachten;

2° de muren;

3° de bomen, alleenstaand, in bosschages of in rijen;

4° de weideranden;

5° de waterlopen;

6° de blijvende vijvers en poelen.

§ 2. Overeenkomstig artikel 34, § 2, lid 3, van Verordening nr. 1122/2009 maakt de oppervlakte ingenomen door hagen van minder dan tien meter breed deel uit van de gebruikte totaaloppervlakte.

Art. 15/5. § 1. De oppervlaktes ingenomen door volgende soorten plantendek, gelegen in de landbouwoppervlaktes, zijn niet toelaatbaar indien de eenheidsoppervlakte ervan meer bedraagt dan 100 m² :

1° beboste oppervlaktes;

2° struikgewaszones, zoals zones bedekt met struiken, houtachtige struiken en braambosjes.

§ 2. Overeenkomstig artikel 34, § 4, van Verordening nr. 1122/2009 wordt een bebost landbouwperceel als een landbouwperceel beschouwd voor de oppervlaktesteunregeling als de bomendichtheid per hectare lager is dan 50 bomen. De oppervlakten die gebruikt worden voor permanente gewassen in de zin van artikel 2, b), van Verordening nr. 1120/2009 worden bij deze bepaling niet beoogd.

Art. 15/5. § 1. In toestanden waarin zones met struikgewas, bomen, puinophopingen verspreid voorkomen in permanent weideland, wordt er een verminderingscoëfficiënt berekend in functie van de niet-toelaatbare oppervlakte. In de eenmalige aanvraag worden die percelen van een specifieke code voorzien.

§ 2. De Minister bepaalt het verminderingscoëfficiënt bedoeld in paragraaf 1 in functie van de verschillende types homogene bodembedekking.”.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 15 mei 2014.

Art. 5. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO